

# Mandaté-e-s et structures de la CGT : Militer et travailler ensemble, au service des intérêts des salarié-e-s de la région

Thème N°2

## MENER LA BATAILLE DES IDÉES DU POINT DE VUE DU TRAVAIL : UNE NÉCESSITÉ POUR DÉVELOPPER DES LUTTES EFFICACES

### 1. Un rapport de force entre capital et travail qui nécessite une réflexion

Depuis trente ans, la situation économique, sociale et juridique de la majorité du monde du travail n'a pas cessé de se détériorer ; dans le même temps, les profits et la puissance des possédants se sont continuellement renforcés, au point que, depuis cinq ans, le Capital réussit à faire payer sa crise à un salariat aussi en colère qu'impuissant.

Jamais, depuis la création de la CGT, la situation du salariat n'avait connu une régression d'une telle ampleur et d'une si longue durée.

Comment l'expliquer ?

Sans aucun doute par les politiques menées depuis trente ans par les gouvernements successifs qui ont sans discontinuer toujours choisi -au nom des motifs les plus divers : l'emploi, l'adaptation à la mondialisation, le combat contre la crise,...- le camp du Capital contre celui du Travail...et cela continue aujourd'hui avec le prétexte du nécessaire remboursement de la « dette publique ».

Sans doute aussi du fait de l'impuissance continue des luttes interprofessionnelles. Depuis quinze ans, à l'exception du retrait du CPE, aucune lutte, même les plus massives (2003, 2008 et 2009 notamment) et quelle qu'ait été la configuration des alliances syndicales, n'a été couronnée de succès. Et aujourd'hui, il apparaît, malheureusement, que l'issue de la bataille contre la nouvelle régression de notre système de retraites ne va pas faire exception à la règle.

Pour aussi valables que soient ces explications, elles ne sont pas suffisantes car elles ne nous donnent pas les moyens d'inverser le rapport de forces entre capital et travail. En effet, et l'expérience le montre, tout comme il ne suffit pas d'appeler le gouvernement à tenir ses promesses et à changer de politique pour être entendu, il n'est pas plus efficace de dénoncer le caractère injuste d'une mesure et d'appeler à s'y opposer pour que se développent des luttes massives et efficaces.



La nouvelle délégation de la CGT au Ceser Centre

Sauf à accepter la poursuite de cette descente aux enfers, il est donc nécessaire de pousser la réflexion pour identifier ce qui permet tout à la fois que soit satisfaite la voracité du capital, que le gouvernement actuel, comme ses prédécesseurs, apporte son concours à cette entreprise et reste sourd à la colère populaire, et que les salariés qui refusent ces régressions ne parviennent pas -même quand ils se mobilisent massivement- à s'y opposer efficacement.



**Comme ce sont les idées qui fondent les comportements, le plus efficace est d'aller voir du côté de la bataille des idées entre le Capital et le Travail.** Et plus précisément de la bataille idéologique que le Capital mène -avec une énorme puissance médiatique et de multiples concours politiques et syndicaux- contre le travail et le syndicalisme de classe, pour leur imposer sa vision du monde et obtenir leur concours à la réalisation de ses objectifs.

#### • Comment mener cette réflexion ?

1. Tout d'abord, identifier les éléments principaux du **bombardement idéologique** -ses thèmes, ses outils et ses objectifs- **que le Capital nous inflige** en permanence depuis des années ;
2. Ensuite, pour bien évaluer l'alternative à laquelle nous sommes confrontés, prendre la mesure **des avantages qu'en a tiré le Capital** et des **régressions** -économiques, sociales et idéologiques- **imposées au monde du travail** ;
3. Enfin, définir **les axes idéologiques essentiels à promouvoir pour pouvoir reprendre l'offensive.**

#### 1. Le bombardement idéologique tous azimuts du Capital

Si la bataille idéologique que mène le capital a toujours été une de ses dimensions constitutives, il faut mesurer qu'elle a pris une dimension nouvelle à la fin du siècle dernier lors de la transformation du CNPF en MEDEF, le « patron » est devenu « l'entrepreneur ».

En effet, la bataille est d'abord menée à coup de notions dont chacune constitue une arme faisant partie d'un arsenal qui vise à imposer une vision du monde.

« Entreprise », « Entrepreneurs », « Talents », « Innovation », ces notions et d'autres visent à donner au Capital l'apanage du mouvement, de l'efficacité, de son caractère aussi central qu'indispensable, il serait le seul « Investisseur »,...sans lui, rien ne serait possible.

Il serait d'autant plus légitime de lui laisser une grande liberté de mouvement « libre circulation du Capital » qu'il mène avec courage une « guerre économique » sans merci dans une « concurrence mondialisée » ; il serait donc impératif de « s'adapter ».

La clé de la réussite générale c'est la sienne car il est le seul « créateur d'emplois » ; dans ces conditions, il doit être libéré de toutes les entraves : qu'il s'agisse du « coût du travail », des « charges sociales », de la « rigidité du code du travail » ou bien encore du « poids des

dépenses publiques » ou de la « lourdeur de l'État ».

**Bref, tout doit être à son service car, comme il est le seul à valoir, il doit être le seul à pouvoir !**

Ce sont ces notions -et d'autres- qui bombardées sur tous les média à longueur de journée construisent notre environnement idéologique général. Cependant depuis trente ans, avec le concours des différents gouvernements, cette bataille a pris une nouvelle dimension sur deux questions :

**1.1 L'organisation du travail** -d'abord dans les grandes entreprises avec le « **Lean Management** » et le « **Lean Manufacturing** »

**1.2 Les institutions paritaires et socioprofessionnelles** -et pour ce qui concerne la Région, notamment le **CESER**-.

### **1.1 L'organisation du travail : le Lean (Lean Management et Lean Manufacturing)**

Il est indiscutable que toutes les modifications dans l'organisation du travail semblent avoir pour seuls objectifs l'intensification de la productivité et l'accroissement des profits ; que leurs conséquences sanitaires et psychologiques sont dramatiques pour les salariés ; et que les CHSCT doivent prendre ces questions à bras-le-corps.

Cependant, il est nécessaire, si nous voulons combattre efficacement ces réalités, de bien comprendre le discours idéologique du capital qui légitime ces pratiques. Chaque entreprise est représentée comme une unité de combat, engagée, du fait de la « crise économique », dans une « guerre impitoyable » contre d'autres entreprises qui sont autant d'autres « unités de combat ». Cela exige « performance financière » constante et « cohérence interne » sans faille, faute de quoi ce serait la mort de l'emploi. Cela ne se discute pas, c'est de l'ordre du naturel.

**L'acceptation de ces représentations de la réalité impose deux conséquences totalement contradictoires avec la constitution d'une conscience de classe.**

La solidarité exigée est corporative (son entreprise contre toutes les autres) et verticale (dans l'entreprise, indépendamment de la situation hiérarchique ou du rapport au capital) ; **elle masque la contradiction entre le Capital et le Travail.**

La prise en compte individuelle -plus exprimée que réalisée- de la situation de chaque salarié(e) vise en fait à les mettre en concurrence entre eux et à affaiblir leur action collective à l'intérieur même de l'entreprise.

**Dans ces conditions la construction de la conscience de classe est rendue plus difficile :**

- A l'intérieur de l'entreprise car chaque salarié(e) se dit en même temps : « la condition de mon emploi, c'est l'existence de mon entreprise, donc, nous sommes tous dans le même bateau, nous devons tous ramer dans le même sens ; par contre, pour les conditions dans lesquelles j'exerce cet emploi, je suis en concurrence directe avec mes collègues ».
- Et entre les salariés des différentes entreprises



parce qu'elle peut être vécue comme contradictoire avec la nécessaire cohérence interne de « son » entreprise et avec ce que sa réalisation exige, mener la guerre contre les autres entreprises, c'est-à-dire contre les autres salariés.

**Nous n'avons donc pas à faire, avec ce type de « management », à une question qui relèverait simplement des « conditions de travail » mais à une entreprise idéologique globale qui vise à formater de fond en comble les individus pour en faire des agents dociles et actifs de la mise en valeur du Capital. Les intérêts de l'entreprise deviennent leurs intérêts. A la différence près que ce ne sont pas eux qui en tirent les profits (dans tous les sens du terme !)...**



## 1.2 Les institutions paritaires et socioprofessionnelles : le CESER

Dans cette bataille idéologique du capital, d'autres notions tiennent un rôle central : « diagnostic partagé », « dialogue social », « partenaires sociaux », « concertation » ou bien encore « société civile ». Elles sont notamment développées, avec le concours actifs des politiques depuis le début des années 1980, à travers la multiplication d'institutions paritaires et socioprofessionnelles.

Limitons notre réflexion au rôle du CESER. Et, sur la base de l'expérience et à partir des principes de sa composition et de sa fonction officielle, mettons à jours ses mécanismes et les objectifs cachés, mais bien réels, qu'il poursuit.

Sa composition doit permettre une représentation de la « société civile » ; c'est-à-dire toutes les organisations (économiques, sociales, culturelles,...) qui ne sont pas censées appartenir au monde politique. Ce faisant, et c'est un premier tour de passe-passe, cela permet de dépolitiser les problèmes abordés. L'Économie -le Capitalisme en l'occurrence- devient une réalité naturelle qui s'impose à tous ; son organisation ne se discute pas, il s'agit de la faire marcher.

La fonction officielle du CESER, « produire des avis pour le Conseil Régional », permet le second tour de passe-passe. Devant des problèmes « objectifs », à partir d'un « dialogue entre partenaires sociaux » et à l'aide d'un « diagnostic partagé », il s'agit de trouver des solutions consensuelles... produites et soutenues dans le même mouvement par le MEDEF, la FNSEA et les syndicats...

Ce mécanisme institutionnel est la contribution des gouvernements successifs à la bataille idéologique du capital contre le Travail car -outre le fait qu'il permet de faire accepter, au



nom « d'aides économiques » très diversifiées, un transfert de milliards d'euros de fonds publics (notre argent) vers le Capital- il constitue une menace permanente pour les syndicalistes, et d'abord, celles et ceux qui veulent tenir des positions de classes.

- D'abord, parce qu'il leur fait croire qu'ils appartiennent à une élite, la prétendue « société civile », dans laquelle chacune et chacun serait partenaire à égalité : les barrières de classe disparaissent.
- Ensuite, cela peut éloigner de celles et ceux qu'on est censés représenter : les conditions de vie ne sont pas les mêmes au CESER et à l'entreprise : Matériel fourni, repas raffiné de traiteur, open bar durant les séances...
- Enfin et surtout, parce que toute la réflexion est placée dans la perspective de la production d'un consensus qui ne peut se construire que dans le cadre idéologique -masqué, mais bien réel- du Capital.

Au CESER la pression économique, sociale et surtout idéologique est continue sur celles et ceux qui portent une position de classe ; c'est normal car il a été -entre autres choses- fait pour cela.

## 2. Les enseignements à dégager de cette réflexion

Si le Capital mène une bataille idéologique tous azimuts -avec une extraordinaire panoplie de moyens médiatiques et le concours de nombre de responsables, notamment politiques et syndicaux- il vise particulièrement deux cibles : les salariés, avec la mise en place d'une organisation du travail quasi militarisée ; et les représentants et mandatés syndicaux, dans le cadre, notamment d'institutions socioprofessionnelles.

Si le premier objectif de cette bataille est de masquer la contradiction radicale entre Travail et Capital, car sa perception nourrit la conscience de classe et les rassemblements de luttes efficaces qui peuvent en résulter, son ambition ne s'arrête pas là. **Le Capital veut faire partager sa représentation du monde à l'ensemble des salariés** ; il en a besoin pour que ceux-ci concourent à sa mise en valeur. Il s'agit donc d'une bataille d'intégration idéologique au sens plein du terme : pour empêcher le Salarial de devenir une force, il est nécessaire d'intégrer les salariés au Capital. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, dans le même temps, pour empêcher chaque peuple d'exercer sa souveraineté politique, la « construction Européenne » veut intégrer les nations. Ici et là, le Capital et ses soutiens sont à la manœuvre.

### - Régressions pour le monde du travail, et avantages pour le capital

L'expérience montre que cette bataille est d'une redoutable efficacité en termes de résultats.

En trente ans, le chômage n'a pas cessé d'augmenté ; le système de protection sociale -notamment assurance maladie et retraites- a subi des coups très rudes ; les conventions collectives sont de moins en moins respectées ; le Code du Travail est miné ; les privatisations se sont multipliées, les partenariats public-privé se développent dans tous les domaines, les entreprises et services publics vivent au rythme du démantèlement, etc....



**Dans le même temps, le Capital a récupéré 10% du PIB au détriment du salaire ; il bénéficie annuellement, sous les prétextes les plus divers, de 200 milliards d'euros de fonds publics, sa fiscalisation a fondu comme peau de chagrin et, en prime, il a obtenu que nos impôts financent les aventures spéculatives des banques...**

**- Cette bataille idéologique a lourdement pesé sur les luttes**

Si la bataille idéologique du capital lui a permis d'obtenir de tels résultats et de se retrouver dans sa lutte contre le Travail dans une situation de force qu'il n'avait plus connue depuis très longtemps dans notre pays -au moins depuis la veille de la deuxième guerre mondiale- c'est aussi, et fondamentalement, parce que cette bataille a affecté très négativement le développement et l'efficacité des luttes du monde du travail.

On peut en effet constater que durant ces quarante dernières années le nombre annuel de jours de lutte a été en constante diminution. Il est vrai que cette tendance a été contrariée par des mobilisations interprofessionnelles massives notamment en 2003, 2008 et 2009. Cependant aucune des ces mobilisations n'a été victorieuse ; sauf dans le cas du CPE, (ensuite devenu CNE !) les gouvernements successifs ont toujours imposé leurs projets de régressions sociales et économiques et des mesures en faveur du Capital.

Et pourtant la colère des salariés contre l'injustice sociale se renforce et l'arrogance des puissants est devenue insupportable. Ce qui explique fondamentalement cette difficulté à développer les luttes et leur inefficacité même quand elles sont massives, c'est qu'elles restent enfermées dans le cadre idéologique imposé par le capital ; **c'est-à-dire qu'elles sont toujours défensives et que les revendications qu'elles portent ne se placent pas dans une perspective de transformation sociale.** (Le bon exemple : la revendication d'une Europe « Sociale »... !)

Que l'on se comprenne bien : dans cette situation, il ne s'agit pas se mettre sur le dos toutes les responsabilités. Les autres syndicats et la plupart des formations politiques -leur discrédit est d'ailleurs à son comble- seraient bien inspirés de balayer devant leur porte. Cependant, pour un syndicat qui veut se battre sur une position de classe, il est nécessaire d'affronter



ce problème avec lucidité et de voir quelle contribution il peut apporter à sa résolution.

Aujourd'hui, nous sommes au pied du mur ; il n'existe pas de moyen terme. Soit, nous continuons à subir cette domination idéologique du Capital et nous ne pourrons, dans le meilleur ( ? ) des cas, que retarder les échéances régressives, avec toutes les catastrophes sociales, économiques et démocratiques qui s'en suivront. Soit, nous nous attaquons -avec lucidité, et ce n'est pas facile- à cette question et commençons à nous donner les moyens pour nous en sortir.

**Qu'est-ce que cela peut vouloir dire pour notre CGT ?**

### **3. Reprendre l'offensive : Porter des revendications libérées de la domination idéologique du Capital**

La nécessité d'un positionnement de classe sur le fond : nous n'avancerons pas sur l'essentiel, pire, nous ne ferons que subir -toute l'expérience le montre- si nous cantonnons notre ambition et nos objectifs dans le cadre idéologique imposé par le Capital et partagé par tous les gouvernements qui se sont succédés depuis trente ans. Il est vital de s'inscrire, en permanence et sur chaque question, dans NOTRE cadre idéologique et d'avoir la volonté de le faire partager.

**Affirmer cette ambition, c'est prendre le seul chemin de l'efficacité. Il ne s'agit pas de tenir un discours abstrait ; mais, de construire des revendications concrètes qui soient explicitement fondées sur une valorisation conséquente de la centralité du travail et sur l'affirmation du caractère strictement nocif et parasitaire du Capital.**

**Le travail est seul créateur de richesses, il doit être valorisé :**

Une valorisation conséquente du travail -du fait qu'il est le SEUL créateur de richesse- implique notamment :

- La mise au centre de revendications d'augmentations massives des salaires, dans le respect des qualifications, et des cotisations sociales pour le financement d'une protection sociale élargie ;
- L'exigence de substantiels changements progressistes dans les conditions, l'organisation et le droit du Travail ; ...

Au même titre que la démocratie et les conditions réelles de son exercice, le travail et les formes diverses de sa qualification, de sa reconnaissance et de sa protection doivent être au fondement de l'organisation de la société que nous voulons.

**Le capital est totalement parasitaire et nocif, il doit être discrédité :**

Discréditer radicalement le capital, c'est

- affirmer son caractère totalement parasitaire, donc non seulement couteux mais inutile et radicalement nocif ;
- c'est dire haut et fort que nous n'en avons pas besoin et que nous ne devons pas avoir peur du « vide » qu'il laisserait.

**Nos revendications doivent s'inscrire dans cette logique :**

- L'extension massive de formes de propriétés publiques, coopératives ou autres, contre la propriété lucrative ;
- Le retour à une création monétaire par la puissance publique contre le privilège dont

- jouissent aujourd'hui les banques privées ;
- L'annulation de la dette qui ne constitue qu'une forme particulière d'exploitation du Travail par le Capital...

**Seules de telles revendications, inscrites dans un cadre idéologique libéré du Capital parce que fondé sur le Travail, pourront permettre une relance efficace des luttes interprofessionnelles. Et c'est aussi ce cadre qui nous servira de point d'appui pour combattre efficacement deux armes essentielles du capital : Son organisation du travail dans l'entreprise et le mode de fonctionnement des institutions paritaires et socioprofessionnelles dans lesquelles nous siégeons.**

*[Des camarades peuvent se demander si une telle réflexion doit être à l'ordre du jour d'une conférence régionale de la CGT. Mais cette question concerne toute notre organisation, parce qu'elle est subie par l'ensemble des salariés. Pour un syndicat de classe dont l'objectif premier est l'action consciente des salariés, cette question vaut en tous lieux et à tout moment. Chaque adhérent de la CGT -quelle que soit sa situation ou sa responsabilité- non seulement a le droit, mais aussi le devoir, de réfléchir à toutes les questions ; dans notre syndicat, il ne doit pas exister une répartition des tâches qui réserverait la discussion des idées pour les directions et la réalisation des activités pour la base ; même si c'est souvent difficile à réaliser, c'est la condition de notre efficacité collective.]*

